

# Les dynamiques de la crise centrafricaine

Jérôme Piodi\*

*\*Expert associé à la  
Fondation Jean-Jaurès*

La République centrafricaine traverse l'une des pires crises politiques de son histoire. Cette situation critique est le fruit de la prise du pouvoir, de manière presque « accidentelle », par le mouvement d'opposition hétéroclite Seleka – « Alliance » en sango – à la fin du mois de mars 2013. Le président Bozizé a alors été renversé par le putschiste Michel Djotodia. Celui-ci, qui s'est immédiatement autoproclamé président de la République centrafricaine, se montre cependant incapable de contrôler ses troupes. Celles-ci se livrent depuis à des pillages, des actes de banditismes et des violations des droits de l'Homme en très grand nombre dans la capitale, Bangui, et dans le reste du pays. Les accords de Libreville et de N'Djamena sont restés lettre morte et l'organisation d'élections libres et transparentes sous 18 mois est d'ores et déjà considérée comme compromise par la destruction des fichiers de l'état civil centrafricain.

La faillite de l'État centrafricain est corrélée à la pauvreté endémique, à la corruption, à des services publics déficients, à l'absence d'élites nationales, à une classe politique centrafricaine très affaiblie, au manque de sécurité dans la capitale et encore davantage sur le reste du territoire, à la multiplication des groupes armés et des bandits. La situation traduit une incapacité profonde des dirigeants locaux à gérer leur pays dans un cadre multipartite et est le fruit d'une lutte d'influence des grands acteurs de la région.



Orion, Observatoire de la défense de la Fondation Jean-Jaurès, est un laboratoire d'analyse et de propositions dans les domaines de la réflexion stratégique, de la gestion des crises internationales et de paix, et en matière de politique militaire et d'armement. Présidé par Louis Gautier, il réunit des responsables politiques, des fonctionnaires civils et militaires, des universitaires et des experts.

## Les dynamiques de la crise centrafricaine

C'est dans ce contexte que la France a engagé près de 1 600 hommes dans le cadre de l'opération Sangaris en soutien de la MISCA<sup>1</sup> consécutivement au vote de la résolution 2127 du Conseil de sécurité des Nations unies.

### ENTRE EXTERNALISATION ET ÉCLATEMENT POLITIQUE : LE CHAOS CENTRAFRICAÏN

Si l'ordre a été difficilement rétabli à Bangui grâce au concours du détachement français Boali-Sangaris, présent en Centrafrique en soutien des forces de la MICOPAX<sup>2</sup>, la situation sécuritaire reste dramatique dans le reste du pays. A la crise politico-sécuritaire s'ajoutent des crises humanitaire<sup>3</sup>, économique – avec l'effondrement de la production locale et le blocage des voies commerciales traditionnelles vers Douala au Cameroun en particulier –, communautaire et religieuse avec la multiplication des affrontements confessionnels depuis le début du mois de septembre 2013. La Seleka, une alliance de groupes politico-militaires largement issus de l'opposition politique légale et presque exclusivement constituée de musulmans, est perçue comme l'émanation des communautés musulmanes centrafricaines, ce qui a conduit à des assimilations et amalgames dramatiques et à des affrontements interconfessionnels d'une extrême violence au sein des populations et tout particulièrement avec les mouvements anti-Balaka<sup>4</sup>. Ces affrontements firent ainsi près de 600 morts en quelques heures au cœur de Bangui alors que les forces françaises étaient en cours de déploiement dans le pays.

La faiblesse de l'armée nationale centrafricaine n'est qu'un facteur aggravant de la crise car l'ensemble de la sécurité du pays repose sur la bonne volonté des États voisins, des groupes armés locaux partisans ou non du régime Djotodia et des pays contributeurs de la MICOPAX. Ainsi l'ensemble du processus de désarmement, de démobilisation et réintégration (DDR) des éléments de la Seleka est un échec. La stabilité relative du régime de François Bozizé reposait sur la faiblesse des forces armées centrafricaines (FACA) et sur des « rounds » de négociations réguliers avec l'opposition légale. La sécurité intérieure de l'État centrafricain a été, *de facto*, externalisée à de nombreux acteurs étatiques et non étatiques : l'Ouganda appuyé par les États-Unis dans le

---

1. Ex-MICOPAX depuis le 19 décembre 2013. MISCA : Mission internationale de soutien à la Centrafrique.  
2. Mission de consolidation de la paix de la Communauté économique des États d'Afrique centrale.  
3. 500 000 déplacés à l'intérieur du pays et des dizaines de milliers de réfugiés au Cameroun et en République Démocratique du Congo.  
4. Groupes d'autodéfense communautaires, essentiellement chrétiens et proches de l'ex-président François Bozizé.

Les dynamiques de la crise centrafricaine

Sud-est du pays pour lutter contre les incursions régulières de l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) qui y sévit, du Tchad et du Soudan dans le Nord et l'Est du pays et enfin de la MICOPAX et de la France à Bangui. Ajoutons les gardes armés tchadiens puis sud-africains faisant office de garde présidentielle pour le président Bozizé.



La Seleka est un mouvement regroupant, au départ, certains mouvements d'opposition légaux et armés au régime de François Bozizé. Il s'agit de membres des groupes politico-militaires de l'Union des forces démocratiques pour le rassemblement (UFRD) parmi lesquels figure Michel Djotodia, du Front populaire pour le redressement (FPR), du Front démocratique du peuple centrafricain (FDPC), de la Convention des patriotes centrafricains pour la justice (CPCJ) et enfin de la Convention patriotique pour le salut du Kodro (CPSK). Cette dernière formation est à l'initiative des affrontements dans le centre du pays en août et septembre 2012 alors que l'opposition armée venait de s'engager à respecter les accords de Libreville de 2008. La Seleka a initialement trouvé un soutien important auprès des populations locales grâce notamment au sentiment d'abandon des habitants dans certaines provinces dont les revenus ne cessent de baisser depuis 1985.



## Les dynamiques de la crise centrafricaine

Sur le terrain, aux actions de forces de ces divers mouvements s'ajoutent les agissements des groupes de bandits (voleurs, coupeurs de routes, groupes armés, etc.) bénéficiant d'implantations transfrontalières ainsi que de très nombreux soldats en rupture de ban originaires des pays frontaliers<sup>5</sup>. Tous sont mus par des intérêts économiques et vivent de razzias de grande envergure dans les provinces frontalières. La présence de très nombreux Soudanais dans les effectifs de la Seleka et les liens de Michel Djotodia avec le Soudan, où il fut consul à Nyala, laissent planer l'hypothèse d'une implication des services secrets soudanais dans la constitution et l'armement de la Seleka dès l'été 2012.

Les différentes branches de la Seleka ont toujours eu des revendications propres, hier comme aujourd'hui. Cela contrarie beaucoup les tentatives de négociations constructives. Ainsi, entre le 9 et le 11 janvier 2013, les autorités centrafricaines renégocient à Libreville les précédents accords de paix de 2008. La Seleka en la personne de Michel Djotodia et le gouvernement de François Bozizé approuvent officiellement l'accord final proposé. Pourtant, une dizaine de jours après la signature de cet accord, une fraction de la Seleka, mécontente, reprend les hostilités. Un nouveau gouvernement d'union nationale est alors mis sur pied le 3 février 2013 afin de donner des gages supplémentaires à la Seleka. Michel Djotodia devient ainsi ministre de la Défense et vice-Premier ministre. Moins de cinq jours plus tard, une autre fraction de la Seleka attaque et occupe Mobaye dans le Sud du pays. Il faut alors une opération conjointe de la MICOPAX et d'autres fractions de la Seleka (proche de Djotodia) pour mettre un terme à l'occupation de Mobaye. Le 11 mars 2013, les membres de la Seleka rompent à nouveau le cessez-le-feu et capturent deux villes supplémentaires dans le Sud du pays et balayent les forces armées centrafricaines. Finalement, le 18 mars, la Seleka lance un ultimatum de 72 heures au président Bozizé afin d'accélérer la libération de prisonniers politiques. Insatisfaits, la Seleka force le barrage de la MICOPAX et prend la ville de Damara le 22 mars puis de Bangui le 24. Le président Bozizé n'a d'autre choix que de fuir le pays vers la République démocratique du Congo voisine.

La multiplication des exactions commises par les bandes armées se revendiquant de la Seleka et la crainte d'un accroissement de la violence sur fond de tensions interreligieuses alarment les chancelleries occidentales qui redoutent la dégradation d'une situation qualifiée de « pré-génocidaire ». Les affrontements de Bossangoa et de Bangui du mois de décembre 2013 viennent souligner la mise sous pression de la société centrafricaine. La dispersion au milieu des populations

---

5. Des opposants tchadiens, soudanais et des combattants darfouris.



## Les dynamiques de la crise centrafricaine

civiles des combattants de la Seleka dont les effectifs varient entre 20 000 et 25 000 individus rend très compliquée l'identification et la neutralisation de ces éléments armés, mal encadrés et souvent dangereux. L'embuscade dans laquelle deux soldats français sont morts dès le début de l'opération peut être perçue comme une mise en garde sérieuse adressée à toutes les parties du conflit ; la Seleka et les anti-Balaka ne se laisseront pas désarmer aisément et sans garantie, *a fortiori* si l'armée française ou la MISC ne parviennent pas à enrayer le cycle des violences et des représailles entre groupes et communautés en particulier dans les provinces fidèles à l'ex-président Bozizé.

Michel Djotodia, qui fut théoriquement le meneur de la Seleka, s'avère détenir en réalité un pouvoir extrêmement marginal sur ce mouvement pluriethnique, transnational, dépourvu d'une hiérarchie clairement établie et potentiellement téléguidé par des acteurs extérieurs<sup>6</sup>.

### LA CENTRAFRIQUE AU CŒUR D'UN GRAND JEU POLITICO-ÉCONOMIQUE

L'enjeu de la crise actuelle doit être également recherché dans le partage du potentiel extractif du sol et du sous-sol du pays. En 1993, la société *Western Geophysical* établissait que le Tchad et la Centrafrique partageaient un même réservoir d'hydrocarbures, le bassin de Doba, Doseo et Salamat. En Centrafrique, aucune exploitation n'a été mise en œuvre à ce jour du fait de l'insécurité persistante tandis que le Tchad a lancé des opérations d'exploration et d'exploitation du gisement d'hydrocarbures dans les années 1990.

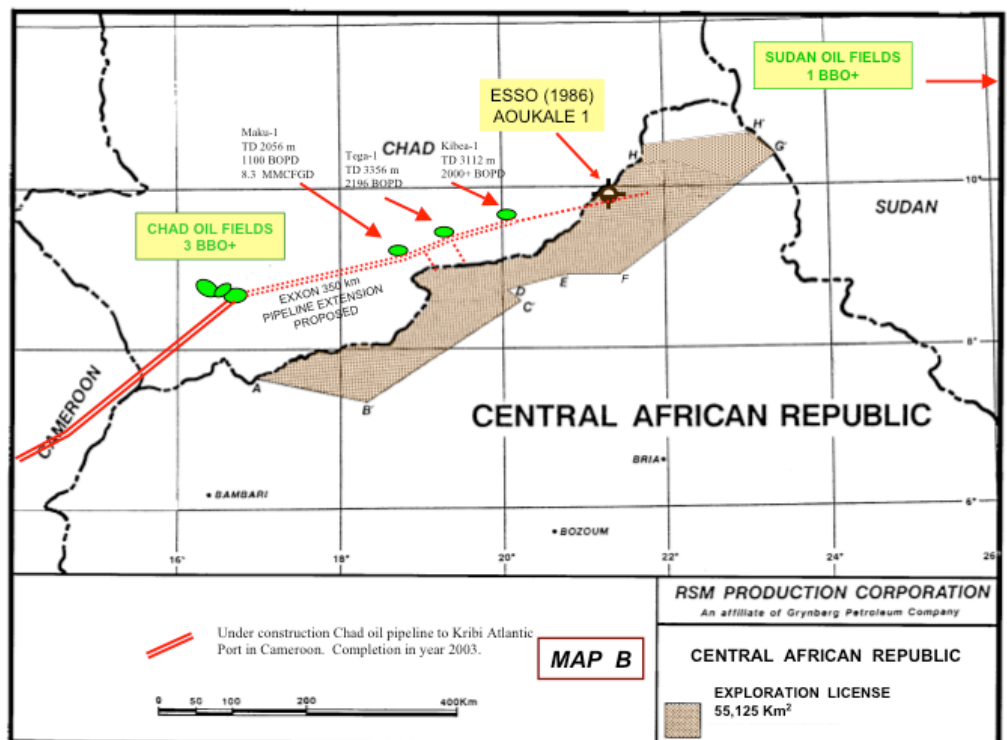
En 2000, l'ex-président Ange-Félix Patassé avait accordé une très large concession pétrolière à la société américaine *RSM Production Corporation* à la frontière tchadienne afin de réaliser des forages d'exploration et d'exploitation du pétrole du bassin de Doseo<sup>7</sup>. Pourtant la société américaine ne réalisa aucun forage et se vit finalement retirer ses droits sur la concession en

6. L'incapacité de Michel Djotodia à commander ses troupes et la diversité des objectifs de guerre des combattants de la Seleka permet de comprendre pourquoi, les 22 et 23 décembre 2012, une partie de la Seleka a repris son avancée (notamment à Bambari, troisième ville du pays) face aux forces armées centrafricaines et tchadiennes alors que la veille se tenait un sommet de haut niveau à N'Djamena. Celui-ci permit d'obtenir un accord sur l'engagement de pourparlers entre la Seleka et le régime centrafricain afin de renégocier les accords de paix de Libreville de 2008. De la même manière, Michel Djotodia et la Seleka avaient annoncé la suspension des opérations militaires et demandé un cessez-le-feu immédiatement après la prise de Bambari, ce qui n'empêcha pas une autre fraction de la Seleka de prendre la ville Sibut (à 160 kilomètres de Bangui) dès le 29 décembre 2012.

7. Voir carte ci-après.

## Les dynamiques de la crise centrafricaine

2005. Un bras de fer juridique s'engagea entre *RSM Production Corporation* et le gouvernement centrafricain. Un arbitrage international réalisé par l'*International Centre for Settlement of Investment Disputes* (ICSID), organisme rattaché à la Banque mondiale et au Fonds monétaire international (FMI), trancha en faveur des autorités centrafricaines en juillet 2011. Dès lors, le président Bozizé entama des négociations secrètes avec la *China National Petroleum Corporation* (CNPC). Celles-ci aboutirent à un accord sino-centrafricain prévoyant d'assurer la mise en exploitation immédiate du bassin pétrolier de Doseo et de lancer la production et l'exportation de pétrole dès l'automne 2013. L'intensification des combats dans le Nord-est de la Centrafrique durant le mois de décembre 2012 coïncidait précisément avec la fin de la procédure d'arbitrage. Le président de la *RSM Production Corporation* affirma que, malgré l'éventuel rejet de sa requête en annulation devant l'ICSID (qui fut officialisé en février 2013), il était certain que la concession pétrolière lui reviendrait lorsque la Seleka renverserait le président Bozizé. Les violations répétées des cessez-le-feu par des fractions de la Seleka notamment dans cette région pétrolière dont est originaire Michel Djotodia et l'attitude ambiguë du président tchadien, dans les différentes étapes de la crise, ne peuvent donc pas être dé-corrélées des enjeux pétroliers.





## Les dynamiques de la crise centrafricaine

François Bozizé, arrivé au pouvoir en 2003 après un raid éclair de ses partisans lancé depuis le Tchad, bénéficiait en effet du soutien ostensible du président Idriss Déby Itno. Celui-ci trouvait une bonne occasion d'évincer le président Ange-Félix Patassé qui avait noué des liens avec la Libye du colonel Kadhafi et avait laissé libre cours au développement de l'opposition tchadienne en Centrafrique. François Bozizé était donc pleinement conscient de l'importance de sa relation de confiance avec le régime d'Idriss Déby Itno.

En décembre 2012, lors du sommet de la CEEAC<sup>8</sup> à N'Djamena, le président tchadien se posait en garant de l'ordre constitutionnel en Centrafrique en y déployant des effectifs renforcés (près de 2 000 hommes) en tant que forces d'interposition dans le Nord et le Nord-est du pays pour y séparer les forces armées centrafricaines (FACA) et les rebelles de la Seleka. Durant le mois de mars 2013, les forces de la Seleka parvenaient à progresser, malgré la présence des forces d'interposition de la MICOPAX dont de nombreux Tchadiens, sans rencontrer de véritables difficultés. Finalement, elles renversaient François Bozizé le 24 mars. Pourtant, les forces armées tchadiennes avaient très largement les capacités tactiques, techniques et logistiques pour contenir la Seleka.

Il n'est pas infondé d'établir un lien entre exploitation pétrolière et soulèvement armé puisque la Seleka s'est prononcée en faveur du gel et de la renégociation de l'ensemble des concessions pétrolières accordées sous le régime Bozizé dès les premières semaines de l'insurrection et bien avant la prise de pouvoir de Michel Djotodia. De plus, la Seleka a ouvertement sollicité le président Idriss Déby Itno afin de négocier un accord pétrolier entre les deux pays notamment pour l'accès et l'usage de l'oléoduc Doba-Kribi afin de faciliter les futures exportations pétrolières. Cela peut expliquer l'implication significative des acteurs régionaux que sont le Tchad et, en moindre mesure, le Soudan. L'exploitation pétrolière constituait un enjeu stratégique en Centrafrique tandis que les ressources en hydrocarbures du Tchad et du Soudan risquaient de voir leurs potentiels extractifs décroître avec l'entrée en jeu de ce nouvel acteur. La composition des groupes armés constituant la Seleka est un indice supplémentaire pouvant attester de l'existence d'un agenda commun provisoire entre le Tchad et le Soudan sur la question des hydrocarbures centrafricains et du gel de la mise en exploitation de nouveaux gisements. Par ailleurs, le Tchad et le Soudan ne souhaitaient pas voir d'autres acteurs régionaux interférer dans la gestion de la crise en République

---

8. Communauté économique des États d'Afrique centrale.

## Les dynamiques de la crise centrafricaine

centrafricaine. Aussi, par delà la question pétrolière, l'envoi d'un contingent de militaires sud-africains<sup>9</sup> pour sécuriser Bangui a-t-il contribué à brouiller définitivement François Bozizé et Idriss Déby Itno.

Idriss Déby Itno semble en effet désormais entièrement déterminé à gagner du temps afin de ralentir autant que possible la mise en chantier des champs pétroliers à sa frontière. L'instabilité chronique en Centrafrique lui offre des leviers d'action considérables pour dynamiser sa stratégie économique et politique. De plus, le régime de Djotodia n'a pas les capacités pour restaurer l'ordre en Centrafrique et ce malgré l'annonce de la dissolution de la Seleka. Le président tchadien est, d'une part, assuré que la mise en exploitation des champs pétroliers sera reporté *sine die* puisque la MICOPAX est sous-dimensionnée pour sécuriser le territoire et, d'autre part, il s'affiche comme garant de la sécurité des communautés musulmanes de Centrafrique. Enfin, le président Déby Itno peut avoir un œil très attentif sur les mouvements d'opposition tchadiens ayant pu trouver refuge en République centrafricaine durant la fin de règne de François Bozizé.

Sur la base de ces éléments, il apparaît que la Seleka mais également les puissances régionales que sont le Tchad, le Soudan et l'Afrique du Sud sont lancées dans une lutte d'influence visant la captation ou la régulation des ressources en pétrole du pays. Puissance génératrice tout à la fois d'instabilité politique mais perçue comme un acteur clé pour le rétablissement de la stabilité du pays, le Tchad poursuit une politique audacieuse en jouant sur ses capacités militaires et son influence retrouvée auprès de la France grâce aux concours apportés notamment dans la gestion des crises malienne et centrafricaine. Allié précieux, le Tchad se révèle être aussi un allié embarrassant pour Paris.

### *DE LA NÉCESSITÉ DE « MULTILATÉRALISER » LE RÈGLEMENT DU CONFLIT*

Alors que les acteurs régionaux ont, par leurs actions et leurs déclarations, contribué à l'effondrement du régime Bozizé et à l'instabilité profonde que connaît le pays depuis mars 2013, il semble que le rétablissement de l'État de droit en Centrafrique imposera un engagement profond et durable

---

9. En mars 2013, Jacob Zuma fut le président africain qui fit preuve du plus grand activisme pour sauver le régime Bozizé (et vraisemblablement les accords pétroliers conclus en novembre 2011 par la société sud-africaine *Dig Oil*) en déployant près de 400 membres des forces spéciales pour sécuriser Bangui. Les Sud-Africains ont payé un lourd tribut dans leur engagement : quatorze morts et des dizaines de blessés.



## Les dynamiques de la crise centrafricaine

de la part des organisations régionales et internationales. La France, seul État occidental ayant les capacités et la volonté d'intervenir, se retrouve en situation de devoir tenir toute sa place et sans doute pour un certain temps dans le règlement de cette crise.

Si la France est parvenue très difficilement à restaurer l'ordre à Bangui aux premières heures du chaos en mars 2013 (*via* le détachement Boali) puis à partir du mois de décembre avec l'opération Sangaris, il apparaît clairement que le dispositif français n'est absolument pas dimensionné pour restaurer l'ordre dans un pays plus vaste que la France métropolitaine. Au-delà du dispositif, la volonté politique française pouvait délibérément poser question. En mars 2013, François Bozizé lança un appel à l'aide à Paris mais François Hollande refusa catégoriquement de défendre un président dont la légitimité était clairement inexistante. Les soldats français reçurent pour seule mission d'assurer la sécurité des ressortissants français et européens à Bangui. L'intervention de haute intensité au Mali n'autorisait pas la France à déployer un large contingent en Centrafrique pour des questions de capacité, d'une part, mais également, et plus certainement, pour des raisons politiques. La France ne souhaitait clairement pas dégrader sa relation avec le Tchad dont la contribution à l'opération Serval était de tout premier ordre alors même que les combats faisaient rage dans le massif des Ifoghas au Nord Mali. L'action de la France ne pouvait pas être directe et les autorités au travers de leurs déclarations souhaitaient se reposer sur la CEEAC et sur les organisations internationales que sont les Nations unies, l'Union africaine et l'Union européenne afin de rétablir la stabilité dans le pays.

Aujourd'hui, alors que l'intensité des combats au Nord Mali a pour l'heure décliné, la France a retrouvé une certaine capacité d'action diplomatique notamment vis-à-vis du Tchad. Mettant en avant les risques que fait peser un vide sécuritaire au cœur de l'Afrique et à la croisée des zones d'action de différents groupes terroristes ou insurgés<sup>10</sup>, Paris plaide en faveur d'une opération de maintien de la paix et pour une multilatéralisation du règlement du conflit en impliquant en premier lieu les États africains et en second lieu les bailleurs de fonds internationaux dont l'Union européenne.

Près d'un mois après le début de l'opération Sangaris et au lendemain d'un coup d'État manqué des groupes dits anti-Balaka, le diagnostic est sévère : les autorités politiques en place n'ont plus

10. Résistants tchadiens, résistants soudanais, combattants darfouris, membres de la LRA et dans une moindre mesure Boko Haram, AQMI, M23 et les membres de l'ADF-Nalu.

## Les dynamiques de la crise centrafricaine

aucune légitimité, la réforme des services de sécurité (RSS) entamée depuis plus de dix ans est un échec total avec la dislocation des FACA, enfin la stratégie de désarmement, démobilisation, réinstallation et réintégration ou rapatriement (DDRRR) envisagée par la France se heurte à nos propres manques de moyens militaires et humains.

Au début des années 2000, les États d'Afrique centrale voulaient résolument faire de la République centrafricaine un laboratoire du savoir-faire africain en matière de gestion de crise. Aujourd'hui, après plus d'une décennie d'opération de la CEEAC, les résultats s'avèrent extrêmement décevants. Dès lors, la volonté affichée par la diplomatie française d'opérer dans un cadre multilatéral apparaît comme une nécessité politique et technique afin d'éloigner le spectre d'une intervention néocoloniale comme cela fut perçu en 1996 et de contribuer, *in fine*, à l'amélioration des instruments de gestion de crise dans les pays africains avec l'apport de compétences extérieures. A ce titre, la mise en œuvre, bien que très délicate, de la MISCA, regroupant des soldats venus de divers horizons (Tchad, Burundi, Congo, Maroc et Cameroun pour ne citer qu'eux), et la coordination avec la force française Sangaris démontrent une fois de plus que la France travaille finalement plus aisément, sinon plus efficacement, avec ses partenaires africains qu'avec ses homologues européens peu motivés, peu intéressés par les enjeux sécuritaires et sans expérience des théâtres africains.

Si la transition MICOPAX-MISCA s'est effectuée sans difficulté technique majeure, il semble évident que la MISCA, tout comme l'opération Sangaris, sont largement sous-dimensionnées pour mener à bien les nombreux objectifs de la résolution 2127 du 5 décembre dernier. Les précédentes missions de DDR auxquelles la France a pris part ont systématiquement nécessité un rapport de force allant de un combattant pour trente civils à un pour soixante. Dans le cas de Bangui (qui compte en temps normal 1,2 million d'habitants), il faudrait dans l'absolu (mais cette évaluation est toute théorique) près de 20 000 combattants pour espérer mener efficacement et complètement une campagne de désarmement. Bien évidemment, cette estimation ne tient pas compte du reste du territoire centrafricain et de ses trois millions et demi d'habitants de provinces. En outre, l'article 57 de la résolution 2127 exige la mise en œuvre d'un embargo sur les livraisons de matériels militaires vers la République centrafricaine. Exigence totalement irréaliste dès lors que certains pays voisins ont des intérêts à faire perdurer l'état de crise et que ni la MISCA, ni la force Sangaris n'ont les moyens de contrôler les frontières entre le Tchad, le Soudan et la Centrafrique.

## Les dynamiques de la crise centrafricaine

Alors que le conflit politique laisse place à un conflit interconfessionnel, la France doit impérativement demander le relèvement du nombre de soldats de la MISCA de 6 000 à 15 000 hommes. La hausse des effectifs de la MISCA devra également être accompagnée d'une nouvelle résolution établissant la création d'une mission de maintien de la paix sous la bannière des Nations unies afin de mettre un terme aux jeux des puissances régionales en Centrafrique.

Au-delà de nos partenaires africains et onusiens, vers qui la France peut-elle se tourner afin d'obtenir un soutien opérationnel, logistique ou simplement financier ? Washington, déjà engagée sur le terrain de manière marginale dans la lutte contre la LRA en Centrafrique et de manière préventive au Soudan du Sud, n'envisage guère d'aller plus loin. Quant à nos partenaires dans l'Union européenne, on peut juste attendre de la part de certains d'entre eux une aide logistique réduite. La France va continuer à porter le fardeau de cette intervention sauf à rechercher une nouvelle résolution sur la Centrafrique donnant un mandat explicite à l'Union européenne, et non plus seulement à la France, pour appuyer les forces de la MISCA et la future mission de maintien de la paix. Rappelons-nous simplement que les autorités centrafricaines avaient fait appel exclusivement à la France le 20 novembre dernier pour aider à la résolution du conflit du fait de l'urgence sécuritaire et humanitaire. Il aurait été vain d'espérer mobiliser l'Union européenne avec un délai de moins de quinze jours lors de la rédaction de la résolution 2127. Alors que l'urgence demeure, notamment dans les provinces où il est impossible d'évaluer le nombre de morts à l'heure actuelle, le déploiement français ouvre malgré tout l'espoir d'une résolution du conflit. Il est de la responsabilité des autorités européennes d'agir et il est du devoir et de l'intérêt de la France de négocier une résolution allant en ce sens.

### CONCLUSION

L'engagement de la force Sangaris au début du mois de décembre 2013 fait suite au vote de la résolution du Conseil de sécurité des Nations unies 2127 du 5 décembre. Cette résolution qui se donne comme objectif la cessation des hostilités en Centrafrique semble avoir sous-estimé la complexité de la situation.

La crise politique ouverte en République centrafricaine ne trouvera un terme qu'avec des élections libres et transparentes ; or il est impossible de fixer un agenda précis pour l'organisation des élections alors même que l'état civil a été détruit dès les premières heures de l'insurrection.

## Les dynamiques de la crise centrafricaine

De même, il est impossible d'exclure que les protagonistes de la crise que sont Michel Djotodia et François Bozizé aient vraiment renoncé à se présenter aux élections de 2015. De plus, les manipulations en série, œuvre des puissances régionales, ont conduit à fragmenter la société civile centrafricaine en instaurant un cycle de violences confessionnelles sur un immense territoire dépourvu de toute administration et sur lequel de nouveaux acteurs, groupes d'opposition armés, groupes terroristes, criminalité organisée, pourraient trouver un intérêt à s'implanter.

Si, *in fine*, l'intervention militaire permet la neutralisation des forces de l'ex-Seleka et des anti-Balaka, préalable à la sécurisation du pays, la résolution de la crise centrafricaine n'est envisageable qu'avec un règlement équitable de la question pétrolière. Les risques pour la France, dans la gestion de cette crise, sont grands : risque pour la sécurité de nos soldats engagés dans une opération délicate, risque politique d'une opération qui peut devoir être prolongée sans réussite évidente, risques diplomatiques enfin, du fait du manque de soutien européen et de la gestion difficile des relations entre Paris et les autres capitales africaines impliquées dans le règlement du conflit, en particulier N'Djamena.